

Nous publions la suite de la première partie de l'article de Marc Porcheron paru dans le numéro 30 de *Carré rouge*. Elle sera suivie immédiatement de la seconde et dernière partie. L'intérêt de ce travail, la richesse et la profondeur de ses conclusions n'échapperont à personne, et justifient la place qui lui est consacrée dans ce numéro.

La défaite du changement de statut d'EDF-GDF

(Fin de la Première Partie, commencée dans le n° 30 de *Carré rouge*)

COMMENT L'INTERFÉDÉRALE A CONDUIT LE PERSONNEL À LA DÉFAITE.

Les paragraphes suivants reconstituent la chronologie du conflit. L'analyse des communiqués fédéraux et interfédéraux permet de mettre en lumière la stratégie utilisée par les appareils syndicaux pour impuissantiser le personnel, empêcher la grève et laisser passer le projet.

20 JANVIER 2004 : PREMIÈRE JOURNÉE D' ACTIONS

Le 20 janvier, dans un communiqué commun, les fédérations CGT et CFDT déclarent que leur « *état d'esprit est de développer un processus durable d'actions diverses et multiples dans l'unité la plus grande* » Elles appellent à une « *première journée d'actions nationale [...] première*

étape de la construction du rapport de force » qu'elles veulent inscrire « *dans la durée pour gagner* ».

En province les agents sont appelés à 24 heures de grève partielle. À Paris, la CGT appelle à un simple rassemblement... devant le Conseil Général. De son côté FO, arguant à juste titre de l'aberration du lieu, appelle à un rassemblement à Matignon, situé à quelques mètres de là. Hors bureaucrates fédéraux, ces deux « temps forts » parisiens ne rassembleront évidemment que quelques dizaines d'agents. Ceux qui s'y rendront en partiront déjà amers, conscients que cette stratégie conduit au désastre.

8 AVRIL 2004 : DEUXIÈME JOURNÉE D' ACTIONS

Le 8 avril, le texte du projet de loi est censé passer au Conseil d'État, information démentie par la suite. Les fédérations CGT-CFDT-FO et CFTC appellent à « *une journée nationale de grève* » et à des manifestations régionales.

Pour beaucoup d'agents cette échéance marque l'ouverture véritable des

hostilités. La mobilisation est énorme : 75 % de grévistes, plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris, plusieurs milliers dans de nombreuses villes de province. À l'arrivée de la manifestation parisienne, en début d'après midi, les responsables fédéraux appellent les agents à rentrer dans leurs unités, alors que les manifestants piétinent en attendant des propositions pour poursuivre le combat.

L'Interfédérale se réunit en catimini le soir dans un local isolé de la Fédération FO. Elle appelle « à poursuivre l'action région par région tout au long du moi d'avril pour permettre l'intervention la plus large des électriciens et gaziers auprès de la population et des élus [...] ». Ces initiatives doivent permettre de mettre en perspective un nouveau temps fort national coordonné avec une manifestation, nationale à Paris, rassemblant usagers, élus et les personnels des Industries Électriques et Gazières »

Le 13 avril, les cinq fédérations rencontrent N. Sarkozy, nouveau ministre de l'économie, flanqué de P. Devedjian à l'industrie, après le limonage de F. Mer et de N. Fontaine consécutif à la déroute électorale du gouvernement aux élections régionales et cantonales.

Dans un Communiqué fédéral, la CGT se félicite : « La forte mobilisation des électriciens et des gaziers du 8 avril permet d'ores et déjà des avancées pour les usagers et les salariés. Le ministre a visiblement pris la mesure de cette mobilisation et prend d'ores et déjà en compte une partie des exigences portées par les salariés le 8 avril ».

Suit l'exposé de ces soi-disant avancées, à savoir l'annonce d'une loi de programmation énergétique qui confirmera « l'option nucléaire et la décision de lancer l'EPR », et l'ouverture de négociations sociales qui « doi-

vent, selon le Ministre, déboucher rapidement sur des résultats positifs pour les personnels ».

La CGT précise que « ces négociations doivent être dissociées du débat sur le statut juridique ».

Le retrait du projet de loi n'est plus présenté que comme la « troisième exigence » portée par la mobilisation du 8 avril, les deux premières ayant été « satisfaites ».

Le texte indique que la CGT « poursuivra ses initiatives d'information et de mobilisation de l'opinion publique pour gagner le retrait du projet », déclare que « cela est possible, si l'opinion publique s'approprie le débat, les enjeux et la décision », et termine en clamant que « plus que jamais nous devons poursuivre notre déploiement auprès des usagers, des élus, ainsi que la construction d'initiatives visibles d'avril à juin 2004 ».

Le piège est en train de se refermer sur le personnel. Alors que le seul mot d'ordre correct est « Aucune négociation, grève totale des entreprises jusqu'au retrait définitif du projet ! », la direction de la CGT dissocie les négociations du projet de changement de statut, présentant leurs résultats comme des avancées, soumettant la possibilité de la victoire à un soutien massif de l'opinion publique, construit un système impuissantant le personnel et le conduisant à la défaite.

À noter, pour la première fois, l'idée d'une décision de l'opinion publique sur le dossier, première expression du fameux referendum que la CGT mettra officiellement en avant un peu plus tard comme pare-feu à la grève, alors que celle-ci menace de se généraliser.

À noter également que dans ce communiqué, extrêmement instructif, la CGT assume seule la mise en place de cette stratégie traître, sans même se

dissimuler derrière l'Interfédérale.

Cela démontre la duplicité de l'argument que les bureaucrates fédéraux utiliseront localement pour se défendre devant l'exigence du personnel que la CGT appelle à la grève reconductible nationalement : « nous devons préserver l'unité avec les autres fédérations, et donc nous faisons des compromis dans l'Interfédérale, dans une situation où les autres fédérations tirent en arrière ». Comprenez « la CGT voudrait bien faire plus, mais les autres Fédérations ne veulent pas ».

DU 8 AVRIL AU 15 JUIN : LA LITANIE DES JOURNÉES D' ACTIONS

Produit de l'énorme mobilisation du 8 avril, l'examen du projet de loi par le Conseil d'État, initialement annoncé au 22 avril, est à nouveau reporté.

Ce moment est probablement le moment charnière du mouvement : le gouvernement est en grande difficulté politique après la déroute électorale des élections régionales et cantonales. Le personnel, renforcé dans sa légitimité par la mise en minorité du gouvernement est « sur les starting-blocks », prêt à en découdre.

C'est le moment idéal pour lancer un ultimatum au gouvernement exigeant le retrait définitif du projet sous la menace d'un appel à la grève totale du personnel d'EDF-GDF...

Au lieu de cela, l'Interfédérale propose au personnel un calendrier d'actions dispersées, inefficaces et démobilisatrices... qu'elle ne prépare même pas pour la plupart d'entre elles, arguant ensuite de la faible mobilisation pour justifier sa stratégie « prudente », alors que de plus en plus d'agents refusent de participer à ces « actions », considérant à juste titre que les heures de salaires perdues le sont pour rien.

La présentation de ce calendrier d'actions imposé par l'Interfédérale donne le vertige.

Fin avril, un premier communiqué de la CGT annonce :

22 avril : « *Temps fort national d'actions. Rassemblement au Conseil régional d'Île de France* ».

1^{er} mai : « *Participation massive et visible des agents aux manifestations. Pensez à distribuer le tract aux usagers autour de vous* ». En fait, les équipes de la CGT ne prépareront absolument pas la journée sur le terrain, et le cortège d'EDF-GDF à la manifestation parisienne du 1^{er} mai sera au contraire d'une faiblesse étrange...

Le communiqué de l'Interfédérale du 11 mai, intitulé « *Actions en hausse dans l'énergie* » poursuit :

« **13 mai** : jour où le conseil d'état rend son avis sur le projet de loi : une heure de grève de 9 h 30 à 10 h 30 pour tous »

19 mai : « *passage au Conseil des ministres : 2 heures de grève de 10 heures à 12 heures, "entreprises mortes" avec tous les véhicules bleus dans les rues, déclenchement des sirènes [...] rassemblements et manifestations* »

Le 27 mai : une journée de grève nationale avec baisses de production et manifestation à Paris

Après le 27 mai : chacun travaille au ralenti pour peser sur le gouvernement et associer les usagers et les élus.

1^{ère} quinzaine de juin : « *poursuite de l'élargissement de l'action par l'organisation d'un samedi de manifestations départementales régionales, ou interrégionales avec les usagers et leur famille, les élus et les associations* »

Le 15 juin : début du débat programmé à l'Assemblée Nationale : « *nouvelle journée d'action nationale coordonnée à construire avec les salariés.* »

Ce communiqué du 11 mai est égale-

ment très important car il marque une inflexion du discours, dans lequel on voit pour la première fois apparaître la condamnation des coupures « sauvages » et au-delà de la « radicalité ».

C'est que l'appareil interfédéral a de plus en plus de mal à contenir la base qui renâcle de plus en plus à suivre sa stratégie soi-disant gagnante, dont tout le monde commence à sentir qu'elle conduit irrémédiablement à la défaite.

Le communiqué est clair ; il précise : « *Les actions doivent impérativement contribuer à associer les usagers et non pas à s'opposer à eux, les actions de coupures, uniquement décidées collectivement, doivent être ciblées, originales, médiatiques et revendiquées* ».

L'interfédérale feint de s'en remettre à la base pour se dédouaner de ses choix d'orientation nationaux désastreux. Le communiqué poursuit : « *Les Fédérations CGT-CFDT-FO et CFTC appellent leurs syndicats à provoquer partout des assemblées générales [...] pour débattre de ces propositions et décider avec eux des formes originales d'actions* »

Évidemment, il ne s'agit que de décider de formes originales d'actions dans le cadre imposé par l'Interfédérale. Les fédéraux vont jusqu'à parler de « *pack d'actions* » pour « *animer* » telle ou telle journée.

On touche au surréalisme lorsqu'on sait que dans certaines unités, les agents « en action » sont invités à « *dérober les souris des ordinateurs* » ou à « *mélanger les clés de voiture de service* » pour désorganiser le travail... autant de choses qui, on l'imagine, terrorisent les directions d'EDF-GDF, et le gouvernement.

Cette stratégie consistant à s'en « *remettre à la base* » est bien évidemment le pendant de celle consistant à refuser d'appeler à la grève nationale-

ment, au niveau de l'Interfédérale. Sous couvert d'une pratique soi-disant démocratique, les bureaucrates fédéraux isolent les unités les unes des autres, rendant très difficile pour une unité donnée la décision de partir en grève reconductible, sachant que les autres ne sont pas appelées à faire de même. Ajoutons que pour parfaire le dispositif, les mêmes se battent localement avec acharnement contre la grève reconductible dans les Assemblées générales.

Le communiqué du 11 mai se termine par un message on ne peut plus clair en direction des agents tentés de déborder le cadre imposé par l'Interfédérale : « *Ne nous laissons pas entraîner dans la radicalité et continuons de faire grossir ce mouvement de masse qui est de plus en plus apprécié et qui gagne l'engagement grandissant des populations jour après jour, action après action* ».

Les propositions d'actions faites pour les 13 et 19 mai, jours de passage du projet au Conseil d'État puis au Conseil des ministres sont très significatives : 1 heure et 2 heures de grève, évidemment incapables de faire reculer le gouvernement et de l'obliger à retirer son projet à cette étape cruciale.

Par là, l'Interfédérale accepte implicitement de ne pas contester le calendrier du gouvernement, et d'amener le conflit sur le terrain d'une confrontation entre les agents d'EDF-GDF d'un côté et l'Assemblée nationale de l'autre, situation évidemment défavorable.

LE 27 MAI : SEPTIEME JOURNÉE D' ACTIONS

La journée nationale d'actions du 27 mai démontre encore une fois la combativité du personnel. Après déjà cinq mois d'un conflit épuisant, la

mobilisation est à nouveau massive, plus importante que le 8 avril. La grève est quasi totale et la manifestation regroupe 80 000 agents à Paris.

Mais comme le montre le communiqué précédent, il est hors de question pour l'Interfédérale de faire du 27 mai la journée ultimatum que tous les agents attendent. Elle s'inscrit déjà dans la stratégie « *de long terme* », et ses suites sont déjà annoncées, toujours sous la même forme d'actions dispersées ponctuées d'autres « *temps forts* ».

À la tribune installée pour l'occasion sur l'esplanade des Invalides, les discours des dirigeants fédéraux se succèdent à la fin de la manifestation, F. Imbrecht pour la CGT en tête.

Alors qu'à ce moment précis du conflit, devant les dizaines de milliers d'agents en grève regroupés dans l'unité la plus totale, un appel clair à ne pas reprendre le travail le lendemain, à continuer la grève nationale et totale jusqu'au retrait du projet s'impose, F. Imbrecht appelle les salariés à regagner leurs unités, à discuter des « *modalités de la poursuite des actions* » dans les Assemblées générales locales... et évoque la perspective de renationalisation du secteur de l'énergie en 2007!

L'ambiance est pesante, et des sifflets se font entendre.

Les dirigeants de la CFDT et de la CFTC suivent F. Imbrecht, dans l'indifférence générale, quand ils ne sont pas conspués pour leurs discours léni-fiants qui n'offrent aucune perspective aux agents regroupés sur l'esplanade.

Seul G. Gaudy, qui intervient pour FO, introduit un élément de distorsion dans le discours des dirigeants de l'Interfédérale en critiquant l'inefficacité « *des journées saute-mouton* ». Il n'ira pas plus loin...

Alors que la fin de la manifestation

avait été annoncée par les responsables fédéraux de la CGT comme devant être l'occasion d'une « *grande Assemblée Générale du personnel* », seuls les dirigeants fédéraux prendront la parole.

Une délégation de l'Assemblée générale du Centre de Recherches mandatée pour exiger à la tribune un appel national à la grève totale sera interdite de parole par M. Marion, numéro deux de Fédération CGT.

Aussitôt le discours de Gaudy fini, la gigantesque sono installée pour l'occasion déversera un déluge de musique sur l'esplanade, interdisant toute possibilité d'interpeller les dirigeants sur leur orientation et sonnant la dispersion.

A partir du 27 mai, coupures « *sauvages* » et grèves se généralisent contre la volonté de l'Interfédérale

Le lendemain du 27 mai laisse le personnel d'EDF-GDF dans un état d'esprit ambivalent : à la fois rasséréiné par la démonstration de force qu'il vient une fois de plus de donner, et en même temps de plus en plus conscient que le temps presse, qu'il faut changer de stratégie pour enrayer la machine gouvernementale, le début du débat à l'Assemblée nationale étant prévu pour le 15 juin.

Dans de nombreuses unités, la fatigue et le sentiment d'impuissance générés par l'inefficacité de la stratégie des fédérations commence à peser.

Dans d'autres, le débat sur la stratégie d'action, sur la nécessité de la grève, et sur la responsabilité des Fédérations d'y appeler commence à être posé explicitement.

C'est en particulier le cas dans celle où des sections SUD-Energie sont présentes, qui mènent depuis des semaines un travail de fond contre la stratégie des fédéraux et pour la préparation de la grève.

Ainsi, dès le 28 mai, l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-SUD d'EDF-GDF Services Vendée lance un appel demandant « *à l'ensemble des fédérations syndicales de se positionner clairement sur un durcissement de l'action [...] afin de faire reculer le Gouvernement par le retrait du projet de loi Raffarin-Sarkozy* » Elle conclut son communiqué par cette phrase sans équivoque « **Ce durcissement doit tendre si nécessaire à la grève générale** »

C'est dans cette situation de remise en cause par la base de la stratégie de l'Interfédérale qu'un événement inattendu va modifier la situation et ouvrir une nouvelle phase dans le conflit.

Le 7 juin, plusieurs gares parisiennes voient leur trafic fortement perturbé par des coupures de courant.

Ce sont des syndicats CGT du Réseau de Transport (RTE) qui ont pris localement, sans l'accord de la fédération, la décision de cette action. Après un temps de flottement la fédération CGT couvre l'action et la revendique. C'est indéniablement une nouvelle phase dans la bataille contre la privatisation qui s'ouvre. Même s'ils savent que les coupures ne sont pas en elles-mêmes la clé de la situation ni le seul élément du rapport de force avec le gouvernement, beaucoup d'agents se sentent remis en confiance par ces coupures qui montrent enfin la capacité des salariés d'EDF-GDF à peser sur la situation, autrement que par les actions strictement « *populaires* » imposées par l'Interfédérale.

Expression parmi d'autres de cette nouvelle phase, le 14 juin, après une bataille épique menée par les militants de SUD contre les bureaucrates fédéraux et locaux de la CGT, le centre de recherches d'EDF de Clamart, qui regroupe environ un millier d'agents, entre en grève reconductible.

Balayés dans l'Assemblée générale et menacés d'isolement par leur opposition à la grève, les responsables CGT sont contraints de se joindre au mouvement. Avec l'aide des militants de SUD-Energie, le personnel du centre de recherche de Clamart est parvenu à imposer l'unité totale : les sections locales de la CFDT, de la CFTC et de FO se joignent également au mouvement.

La grève tiendra jusqu'au 30 juin dans cette unité, reconduite chaque jour par des Assemblées générales dépassant régulièrement 150 personnes.

LE 15 JUIN, UNE NOUVELLE « JOURNÉE D' ACTIONS NATIONALES COORDONNÉES » A LIEU À L'APPEL DE L'INTERFÉDÉRALE.

Au lendemain de cette journée encore massivement suivie, et tout particulièrement dans les unités où la grève reconductible a commencé, c'est à nouveau la fédération CGT qui donne le « la » dans son communiqué fédéral du 16 juin.

Après avoir constaté que « la journée du 15 juin a été marquée par la poursuite de la mobilisation à un niveau très élevé », le communiqué égrène les formes d'actions développées par les agents : « baisses de production, coupures ciblées, remise de l'énergie aux démunis, trains de véhicules bleus, etc. » sans dire un mot de l'entrée en grève reconductible de plusieurs unités.

Quant aux propositions d'actions supposées permettre de gagner le retrait du projet à 5 jours du vote, les voici : « Dans les 5 jours qui nous séparent du 22 juin, date annoncée pour le vote sur le projet de loi à l'Assemblée nationale, nous avons besoin de rythmer les ini-

tiatives pour leur donner du souffle, de la visibilité, de la cohésion

Jeudi 17 juin :

Remise des 500 000 pétitions exigeant un référendum à Jacques Chirac à 12 h 30 par la fédération.

Opération « Robin des bois » phase 1 (il s'agit de coordonner des baisses de production avec l'effacement des grands clients industriels et, simultanément, d'organiser la remise de l'énergie au plus grand nombre de démunis possible)

Vendredi 18 juin :

Assemblées générales dans toutes les unités pour préparer le week-end d'information massive des usagers et pour rencontrer les élus afin d'envisager avec eux les formes de leur participation à ce grand week-end de l'énergie.

Samedi 19 et dimanche 20 juin :

Week-end de l'énergie avec distribution massive de tracts aux usagers sur les marchés, sur les péages d'autoroutes, etc. Généralisation de l'ouverture des mairies pour recueillir les signatures sur la carte T demandant à J. Chirac de retirer le projet de loi.

Lundi 21 juin :

Grande journée d'action des énergéticiens. Opération Robin des Bois 2^{ème} phase.

Le soir, c'est la fête de la musique : NUIT BLANCHE DES ÉLECTRICIENS ET GAZIERS : organisation de rassemblements alliant information/ musique / fête dans les centres villes et/ou sur les sites EDF et Gaz de France »

L'interfédérale reconduit donc totalement son orientation de journées d'actions. L'appel à « faire la fête le 21 juin » constitue une véritable provocation alors que le débat à l'Assemblée nationale est en cours.

Une véritable course de vitesse s'engage alors entre d'un côté les unités entrées en grève qui cherchent à rompre l'isolement et à imposer une

généralisation de la grève « par le bas » et de l'autre l'Interfédérale qui va tout faire pour empêcher la généralisation de la grève en isolant les unités les unes des autres.

En témoigne par exemple cet appel lancé le 17 juin par l'Assemblée Générale du centre de recherches de Clamart :

« À tous nos collègues, à toutes les unités.

Nous sommes en grève reconductible depuis le 14 juin dans l'unité de toutes nos organisations syndicales CGT, SUD, CFDT, CGT-FO, CFTC.

Nous venons d'apprendre que le texte du projet de loi transformant EDF et GDF en sociétés anonymes sera adopté à l'Assemblée nationale mardi prochain 22 juin.

Devant l'urgence de cette situation il nous semble que seule la généralisation de la grève à la totalité de nos entreprises dans les jours qui viennent est encore susceptible de faire reculer le gouvernement.

C'est pourquoi nous appelons les collègues de toutes les unités à nous rejoindre et à entrer dès maintenant en grève reconductible.

C'est pourquoi nous demandons instamment aux fédérations nationales de nous aider en appelant clairement à la grève totale et nationale »

Retardé par les dépôts d'amendements du PS et du PC, le vote du projet est finalement reporté au 29 juin. Cet ultime délai est vécu par le personnel comme une dernière chance d'inverser le rapport de forces avec le gouvernement.

Et de fait le mouvement de grève reconductible s'étend et se durcit dans tout le pays, tandis que la contestation de la ligne de l'Interfédérale continue de s'amplifier.

Exemple parmi d'autres, le 24 juin l'Assemblée générale du personnel en grève de la centrale nucléaire de Gol-

fech décide « d'interpeller l'ensemble des Fédérations Syndicales formant l'intersyndicale opposée au projet de loi du gouvernement, afin qu'elles engagent, de façon permanente et coordonnées des modalités d'actions montrant la détermination du personnel. »

Pour ceux de Golfech : « le niveau des appels ne correspond pas à la hauteur de l'attaque portée par le gouvernement contre EDF et GDF, ni à la mobilisation nécessaire pour y faire face.

Les temps forts épisodiques auxquels nous sommes appelés correspondent peu aux attentes si entre deux il ne se passe rien ou peu de chose. Or, entre deux temps forts, l'initiative est laissée aux seules assemblées qui pour certaines d'entre elles, dépourvues de coordination nationale ne font rien.

Il n'y a rien de plus difficile que de tenter d'expliquer à une assemblée que les uns sont en grève reconductible tous les jours, les autres tous les deux jours, les autres une fois par semaine et d'autres pour les seuls appels nationaux. Cet état de fait induit fatalement une dé-mobilisation. Pourquoi faire grève si on est si peu ? »

En conclusion l'Assemblée générale de Golfech exige « - De disposer d'un appel intersyndical clair appelant toutes et tous à une base commune de mobilisation ce qui n'empêche pas des initiatives locales en plus.

De donner au gouvernement et aux directions d'EDF des signaux de plus en plus forts de notre détermination.

D'arrêter toutes négociations, discussions avec des interlocuteurs tant que ce texte est maintenu »

Et elle s'adresse clairement aux Fédérations stigmatisant l'ambiguïté de leur position :

« La crédibilité d'un discours, votre propre crédibilité passe par des actes forts nous montrant votre détermination et votre mobilisation contre ce projet de loi. Toute autre attitude ne

fait qu'insinuer le doute sur le véritable objectif suivi »

LE MOMENT DÉCISIF DU 25 JUIN : LA CONFÉDÉRATION CGT TRAHIT LES AGENTS D'EDF-GDF ET ABANDONNE SES PROPRES MILITANTS

Au soir du 25 juin, le pays est au bord du black-out.

Une quinzaine de postes à très haute tension du RTE sont occupés par les grévistes : Bayet, Saint Ouen, Ruyres, La Mole, Cordemais, Crosne, Grisolles, Distré, Lesparat, Lutterbach, Sptèmes, Saint-Etienne-du-Rouvray, Belle de Mai, Bigue et Meyzieu ;

De nombreuses centrales nucléaires sont en grève reconductible : Chinon, St Laurent des Eaux, Belleville, Dampierre, Flamanville, Tricastin et Civaux, Paluel. Cattenom, Saint Alban et Gravelines, Cruas.

Le personnel retient son souffle : un seul mot des dirigeants et « la France est dans le noir ».

Ce soir-là, justement, se tient à Paris, en présence de B. Thibaut, l'assemblée générale des 200 secrétaires de syndicats CGT.

Nous ne connaissons évidemment la teneur des débats que de manière indirecte. Mais il est sûr que cette soirée fut le dernier tournant de la bataille.

Les débats sont houleux, deux positions sont en présence. D'un côté celle du secrétariat fédéral, qui souhaite continuer la même stratégie d'actions, c'est-à-dire appeler à une nouvelle journée d'actions le 29 et veut limiter les coupures en ciblant en particulier les industries.

L'autre position regroupe des syndicats de la production nucléaire, le

RTE, les services centraux et quelques syndicats de la DEGS. Ils proposent de passer, pour les jours qui viennent, à un stade supérieur de l'intervention sur l'outil de travail, tout en prenant bien soin de respecter la sécurité des usagers et du réseau.

Le débat est vif. Bernard Thibaut interviendra durant vingt minutes pour venir en aide au secrétariat fédéral, pour appeler à la prudence, voire à l'apaisement ; pour lui ce qui est essentiel c'est que la CGT sache conserver une image positive et, conclut-il, « au-delà des résultats de cette bataille les raisons de lutter et la CGT perdureront ».

De plus, certains responsables fédéraux évoquent les « résultats importants » qui ont été obtenus et qu'il faudra présenter aux agents comme autant de victoires ; il est également déjà question de « feuille de route » pour poursuivre l'action pendant l'été...

C'est la position du secrétariat fédéral et de la confédération qui l'emporte. Voici ce qu'en dit l'AFP :

« Sous la pression de sa base, encore très mobilisée dans les centrales nucléaires, hydrauliques et les postes de transport occupés par des piquets de grève, la CGT a annoncé qu'elle allait "intensifier le mouvement avec des actions qui ne menacent pas l'équilibre du réseau d'électricité ni les usagers domestiques".

Selon des participants, cette orientation a été décidée à l'issue d'une réunion parfois houleuse des 200 secrétaires généraux des syndicats de la fédération, qui a duré 6 heures, en présence du secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault et de Jean-Christophe Le Duigou, secrétaire confédéral en charge des dossiers économiques.

Face à un gouvernement "enfermé dans une surdité coupable", la CGT (majoritaire) a proposé une "baisse de charge

coordonnée” et la multiplication de “coupures ciblées des industriels”...

Précisant qu’une “feuille de route pour l’été doit être proposée au débat”, la CGT propose encore des “rencontres avec les élus, une expression dans les festivals aux côtés des intermittents, des opérations de péage gratuit ou des signatures de pétitions à l’occasion du Tour de France”...

Après avoir annoncé “la confrontation majeure” lors de son dernier congrès, la CGT “s’installe dans la confrontation durable”, ironise un délégué, critiquant le ton “ni vainqueur ni vaincu” adopté par la confédération “comme par les directions des deux entreprises”.

La confédération “fait passer devant son image dans les sondages et l’opinion plutôt que le fond du débat, à savoir l’enjeu de société que représente le maintien d’un service public de l’énergie, non privatisable » critique un autre responsable.” »

La teneur de cette réunion fait le tour des équipes syndicales, beaucoup comprennent alors ce que cela signifie : pour se battre jusqu’au bout et au niveau nécessaire il faudra le faire contre les Fédérations.

L’appel publié par la fédération CGT au sortir de l’assemblée des secrétaires de syndicats confirme ce point de vue, et met le feu aux poudres car il n’intègre plus l’exigence du retrait du projet de loi.

Plusieurs responsables fédéraux s’expriment alors dans la presse :

« L’appel publié par la fédération le 25 juin, à l’issue de la réunion des secrétaires généraux, n’intègre pas l’exigence du retrait du projet de loi [...]. Les signes donnés durant cette réunion sont effectivement clairs, y compris les recommandations de Bernard Thibault.

L’absence à quelques jours du vote du projet de loi de privatisation d’EDF et de GDF, d’appel à un durcissement des

interventions sur la fourniture d’énergie marque l’abandon de l’objectif central du retrait du projet de loi. [...]

Nous sommes mandatés pour mettre en application les orientations du 2^{ème} congrès de la FNME-CGT : maintien d’EDF et GDF en EPIC 100 % publics et fusion EDF-GDF, et organisation de la confrontation majeure au cas où le gouvernement persisterait dans sa volonté de changer le statut.

Nous constatons que l’appel du 25 juin abandonne cette orientation tant sur l’objectif de maintien des EPIC que sur celui d’aller jusqu’au bout de la confrontation majeure. »

Au petit matin du samedi on apprend que dans la nuit du 25 au 26 juin les parlementaires ont voté en première lecture le projet de loi et procéderont à un vote solennel sur l’ensemble de la loi le mardi 29 dans l’après-midi.

La colère est forte, les équipes les plus combattives, les sites en pointe dans la lutte veulent jeter toutes leurs forces dans la bataille.

Ainsi, les agents du poste RTE de Saint-Ouen décident en Assemblée générale des coupures ciblées et de courte durée en direction de la RATP et d’une partie du réseau SNCF.

Ils sont immédiatement désavoués par leur fédération, qui leur fait savoir qu’ils se mettent en dehors du « plan d’actions interfédéral ». Les déclarations de Maurice Marion et de Marie Claire Cailleteaux, deux dirigeants fédéraux, désavouant cette action passent en boucle sur les radios et à la télé.

Voici ce que dit l’AFP :

« Interrogé sur l’action menée par le piquet de grève du poste Ampère à Saint Ouen (Seine-Saint-Denis) et revendiquée par un tract local de la CGT, M. Marion a indiqué que la fédération s’en “désolidarise”. Il a souligné que ce syndicat local s’était démarqué vendredi de l’orientation “décidée à plus de

90 % par les secrétaires généraux de syndicats” »

Le soir sur Antenne 2 et sur FR 3 Frédéric Imbrecht redira que la CGT se désolidarise de cette action.

Le message adressé au piquet de grève de St Ouen est clair : « Si vous ne rentrez pas dans le cadre de l’action menée par l’Interfédérale vous n’aurez pas le soutien de celle-ci contre la répression ».

Au-delà du piquet de grève de St-Ouen, le message s’adresse à toutes les autres unités en grève, à tout le personnel : **la messe est dite, rendez-vous le 29 juin pour l’enterrement.**

Poursuivant jusqu’au bout sa ligne avec le plus grand cynisme, l’Interfédérale appellera à deux nouveaux « temps forts » les 1^{er} et 8 juillet, qui évidemment ne seront pas suivis.

Le communiqué de l’AFP du 1^{er} juillet est froid comme un faire-part :

« L’appel à une nouvelle journée de mobilisation, lancé par l’intersyndicale des électriciens et des gaziers, n’a donné lieu jeudi à aucune action significative, de l’aveu même de la Fédération nationale des mines et de l’énergie CGT »

Ci-gît le Service Public de l’Énergie.

Et le gouvernement de pouvoir se féliciter, par la bouche de N Sarkaozy, du « sens de la responsabilité des Organisations Syndicales dans le conflit ».

ÉPILOGUE

À LA PREMIÈRE PARTIE

Voici rapidement retracée l’histoire de la trahison du combat des salariés d’EDF-GDF contre la privatisation du Service Public de l’Énergie. Il aura donc fallu plus de six mois à l’Interfédérale CGT-CFDT-CFTC-FO, en fait totalement dirigée par la CGT, pour briser la volonté du personnel et le conduire à la défaite.

Revenons pour finir cette première partie à ce triste mardi 29 juin, jour du vote à l'Assemblée nationale de la loi transformant EDF-GDF en Sociétés Anonymes. Beaucoup de participants à la manifestation de ce triste mardi étaient conscients qu'il s'agissait là d'une journée d'enterrement du long combat que le personnel d'EDF-GDF venait de mener et malheureusement de perdre.

Les bureaucrates à la tête de l'Interfédérale en étaient bien sûr conscients, eux qui avaient été les principaux artisans de ce dénouement.

Mais pour de nombreux militants « chevronnés » sans illusions dans le rôle des appareils syndicaux, ce dénouement n'était pas non plus une surprise, bien qu'ils aient tout fait pour l'éviter.

C'est en particulier le cas des cadres de SUD-Energie, qui avaient ces dernières années jeté toutes leurs forces dans la construction d'une alternative syndicale susceptible de servir de point d'appui au personnel pour déborder le dispositif des appareils syndicaux « majoritaires » dans la bataille contre la privatisation.

Pour ces militants, la bataille des retraites un an plus tôt n'avait fait que confirmer la pertinence de ce choix : les appareils syndicaux allaient mettre en place à EDF une stratégie identique à celle mise en place sur les retraites, faite de journées d'actions ponctuées de « temps forts

nationaux », dont la clé de voûte allait être la même : le refus d'appeler le personnel à la grève et la bataille concrète sur le terrain pour empêcher celle-ci de se développer « par le bas ».

D'autres encore, en général beaucoup plus jeunes que les précédents, fraîchement syndiqués à SUD ou membres des Comités d'Action initiés par SUD, et qui s'étaient battus avec les plus anciens pendant toute cette année, avaient fait l'expérience douloureuse et concrète de la trahison des appareils syndicaux, les voyant s'opposer à la grève Assemblée générale après Assemblée générale, user des méthodes bureaucratiques les plus violentes pour casser toute initiative indépendante du personnel et imposer leur stratégie qu'ils savaient eux-mêmes incapable de faire reculer le gouvernement.

Mais ce jour-là la grande majorité du personnel, qui avait déjà baissé les bras, fatiguée de la litanie des journées d'actions et qui était absente de cet ultime « baroud d'honneur », ainsi que les milliers de militants « de base » des fédérations majoritaires qui y participaient encore, hésitaient entre fatalisme de circonstance d'un côté, et rage, incompréhension, et amertume de l'autre.

Beaucoup auraient sans doute voulu, pour se rassurer eux-mêmes, faire leur le message « subliminal » que les directions syndicales leur soufflaient

depuis le début et qu'on peut résumer ainsi : « *on aura fait ce qu'on a pu, on s'est bien battu, de toute façon le personnel n'était pas prêt à faire plus, et puis les usagers ne nous soutenaient pas assez, et puis le gouvernement était puissant, il n'y avait pas d'alternative politique, d'ailleurs l'assemblée nationale était ce qu'elle était, et puis on s'en sort pas trop mal, on a sauvé l'essentiel : 70 % du capital public, les œuvres sociales, le régime de retraite, on a même gagné quelques trucs : des augmentations de salaires, des promesses d'embauche et la poursuite du programme nucléaire...* »

Mais la crainte que ces soi-disant garanties ne soient qu'un marché de dupes, et qu'elles soient balayées dans le processus de privatisation ouvert par le changement de statut était sans doute la plus forte.

Nul doute que les questions de fond sur la nature de leurs organisations syndicales et leur véritable rôle et motivation qui auront surgi au cœur de ce conflit laisseront des traces pour des milliers d'agents d'EDF-GDF.

Ces questions seront sans aucun doute déterminantes pour la suite du « mouvement social » et en particulier pour la problématique de la recomposition syndicale.

À condition que les militants qui œuvrent pour cette recomposition sachent y répondre. □